



Extrait du L'École Émancipée

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article2363>

Histoire de la CGT (III) : de la réunification à la Libération (1931-1945)

- Syndicalisme -

Date de mise en ligne : dimanche 19 mars 2017

L'École Émancipée

Alors que la crise économique fait sentir ses premiers effets, de courageux militants ont tenté, en vain, de mener en 1931 la bataille pour la reconstruction et la réunification de la grande CGT. L'évolution de la situation économique et politique va engendrer une accélération de l'histoire.

Face à la montée du chômage et de la misère sociale, les deux centrales tentent de mobiliser les victimes de cette violente crise capitaliste. Benoît Frachon, dirigeant de premier plan du PCF, est devenu secrétaire général de la CGTU en 1931. Il tente de relancer une organisation devenue courroie de transmission politique du PC. La CGT élabore quant à elle un corpus revendicatif puisant dans les thèses planistes en vogue alors dans le mouvement socialiste. Les deux organisations se retrouvent autour de trois grandes revendications communes : la semaine de 40 heures, la mise en place d'un système d'assurances chômage financé par des cotisations sociales et un grand plan de travaux et d'équipement publics. C'est le contexte international et la montée du racisme qui va rapprocher les deux branches rivales du syndicalisme.

La réunification de 1936

La crise provoque une flambée de haine contre les milliers de travailleurs immigrés accueillis après 1918 dans une France en reconstruction. Tentant de profiter de ce contexte, les Ligues d'extrême droite organisent une violente manifestation le 6 février 1934. Le danger fasciste est bel et bien là. La CGTU appelle à la grève le 9 février, puis, le 12, ce sont les deux confédérations qui appellent à la riposte mais en ordre dispersé. Les bases socialistes et communistes se rejoignent et forment, au cri d'unité, un immense cortège unitaire et combatif. Sentant le vent tourner, la direction soviétique opère un tournant stratégique à 180 degrés. Staline et les communistes, qui faisaient des réformistes leur cible prioritaire, comprennent qu'à la base l'aspiration unitaire contre le fascisme et pour une issue à la crise est puissante. Le Front populaire est en gestation. Des discussions s'engagent entre la CGTU et la CGT en octobre 1934. Les préventions respectives sont nombreuses mais le rapprochement est inéluctable. Les dirigeants de la CGT craignent la mainmise du PC et demandent des garanties sur l'incompatibilité entre fonctions dirigeantes dans le parti et dans le syndicat tandis que les unitaires réclament un retour à la ligne révolutionnaire d'avant 1914.

En septembre 1935, les deux centrales votent en faveur de leur rapprochement. Un bureau confédéral provisoire se constitue et prépare le congrès de fusion qui se tient à Toulouse en mars 1936. Léon Jouhaux reste secrétaire général d'une confédération de 800 000 membres où les réformistes sont majoritaires avec environ deux tiers des mandats.

Le Front populaire : de l'euphorie à l'amertume

La victoire électorale du Front populaire en mai 1936 et la grève générale avec occupation d'usines qui suit est un tremblement de terre. Les conquêtes arrachées par cet immense mouvement social bousculent la donne à l'intérieur de la nouvelle CGT réunifiée. En quelques mois, se sont près de 3 millions de salarié-es qui déferlent et adhèrent au syndicat. Cet afflux de militants modifie les équilibres internes et renforce le courant issu de la CGTU. De jeunes ouvriers combattifs, influencés par le PC et travaillant majoritairement dans le secteur industriel (mines, bâtiment, textile...) donnent une nouvelle physionomie à la confédération. Les ex-unitaires dirigent désormais 10 fédérations et près de 40 Union départementales, notamment en Île de France. Après la courte euphorie née des conquêtes de

Juin 36, la CGT est rapidement traversée par les mêmes fractures qui divisent le Front populaire. Intervention en faveur de l'Espagne républicaine, procès de Moscou contre les prétendus « traîtres au socialisme », accords de Munich en septembre 1938 : la CGT se divise entre ses deux grandes tendances. Le délitement progressif du Front populaire, son refus d'affronter franchement le patronat et les banques entraînent de premiers reculs sociaux dès l'automne 1938. L'heure de la revanche des possédants a sonné.

Le 12 novembre 1938, le nouveau ministre des Finances de droite Paul Reynaud publie des décrets-lois qui mettent à bas les 40 heures et plafonnent la majoration des heures supplémentaires. La CGT, réunie en congrès à Nantes à partir du 17, n'a pas pris immédiatement la mesure de cette attaque et c'est la minorité révolutionnaire libertaire qui sonne la charge par la voix de Maurice Chambellan. Le 25 novembre, le bureau confédéral se prononce pour un appel à la grève le 30. Mal préparée, intervenant dans un contexte de montée des tensions militaires, cette offensive ne parvient pas à réveiller la combativité de la classe ouvrière. La répression s'abat alors sur les grévistes et les militant-es syndicalistes. Des fonctionnaires grévistes sont révoqué-es et plus de 15 000 salarié-es syndicalistes sont licencié-es. À cette répression s'ajoute la démoralisation, le découragement. Les effectifs de la CGT fondent en quelques mois, le nombre de jours de grève s'effondre. Cela va de pair avec les divisions profondes qui traversent l'organisation partagée entre quatre grands courants : une aile droite modérée autour de René Belin, la sensibilité communiste alignée sur l'URSS, le courant réformiste de Léon Jouhaux et une petite aile gauche anti-stalinienne animée par des libertaires et les instituteurs révolutionnaires rassemblés autour de l'école émancipée.

Face à la guerre, à l'occupation et au fascisme

La signature du pacte germano-soviétique en août 1939 provoque d'immédiats déchirements dans la CGT. Les partisans de René Belin, de plus en plus anticommunistes, réclament une condamnation claire de tous ceux qui approuvent l'entente entre Hitler et Staline et rallient à leur cause les réformistes. Après l'invasion de la Pologne par les armées nazies et l'entrée en guerre de la France, le bureau confédéral vote une résolution qui prononce l'exclusion immédiate de ceux qui ne désavouent pas le pacte. Le gouvernement Daladier interdit le PCF puis les publications de la CGT fin septembre. Les effectifs de la confédération s'effondrent mais, pour l'inamovible Léon Jouhaux, elle doit s'engager, comme en 1914, pour la défense nationale. L'invasion allemande, l'armistice et la mise en place de l'État français rebattent les cartes. Alors que les syndicalistes communistes sont entrés dans la clandestinité, la CGT passe aux mains de son aile droite. Réunie en comité confédéral national le 20 juillet, elle vote la suppression de la lutte des classes de ses statuts. Seule une vingtaine d'Union départementales sont présentes à cette réunion qui marque la coupure définitive entre les partisans de la collaboration avec Pétain et les résistants. René Belin entre au gouvernement comme ministre du travail mais la CGT est néanmoins dissoute le 16 août. Belin, soutenu par un journal nommé *Au Travail*, se coule dans le moule anticommuniste du régime vichyste, paraphe le statut des Juifs d'octobre 1940 et travaille à la mise en oeuvre d'une charte du travail. De nature corporatiste, regroupant patrons et salarié-es autour des principes réactionnaires du pétainisme, cette nouvelle organisation sociale soutenue par d'anciens syndicalistes ne rencontrera que peu d'échos. La vraie CGT n'est pas dans les ministères et les anti-chambres de Vichy mais oeuvre dans la clandestinité à la libération sociale et nationale du pays. En novembre 1940, 12 dirigeants syndicaux (9 CGT issus du courant réformiste et 3 CFTC) signent un manifeste clandestin désavouant les choix de Belin. Jouhaux, surveillé de près par la police, est interné en décembre 1941, livré aux Allemands en mars 1943 puis détenu jusqu'en mai 1945. Du côté des cégétistes communistes, la ligne du PC entre 1939 et 1941 déstabilise les militants mais, très vite, ils comprennent le parti qu'ils pourraient tirer du mécontentement qui monte dans le monde ouvrier contre les réquisitions et le ravitaillement. La grande grève des mineurs du Pas de Calais en mai-juin 1941, dans laquelle des militants de la CGT illégale sont en première ligne, montre que la classe ouvrière est prête à relever la tête malgré la répression. Benoît Frachon, qui vit dans la clandestinité, est chargé de la question syndicale par le PC. Il amorce un timide rapprochement avec les ex-confédérés début 1941.

Histoire de la CGT (III) : de la réunification à la Libération (1931-1945)

Le rassemblement sera long mais, dans la lutte commune, le fil se retisse lentement. En avril 1943 est signé l'accord du Perreux qui reconstruit, sur une base revendicative claire, une CGT unifiée et prête au combat. Les militants syndicaux payent un lourd tribut à la lutte contre l'occupant nazi. Des dizaines de syndicalistes sont fusillés, déportés, torturés. En mai 1943 la CGT désigne cinq délégués à l'Assemblée consultative à Alger. La CGT participe aussi au CNR où elle porte le projet de Sécurité sociale et un vaste plan de nationalisation des secteurs clés de l'économie. Les tensions entre les unitaires et les confédérés persistent jusqu'à la Libération mais les fédérations sont remises sur pied, patiemment, avec obstination, posant ainsi les bases de la grande CGT de l'après-guerre... à suivre...

Julien GUERIN (77)